



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 7 décembre 2009

LA DETTE NON PROVISIONNÉE DE LA CSPAAT ET LE DÉMARRAGE LENT DES SUBVENTIONS D'INFRASTRUCTURE SUSCITENT L'INQUIÉTUDE : LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(TORONTO) Les Ontariens pourraient avoir une idée plus exacte du déficit provincial si le gouvernement incluait la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) dans ses résultats financiers officiels, selon ce qu'indique le vérificateur général Jim McCarter dans son *Rapport annuel 2009*, publié aujourd'hui.

« Nous croyons que le gouvernement devrait réévaluer de façon formelle sa politique consistant à exclure la CSPAAT des états financiers de la province », a déclaré M. McCarter, en ajoutant que l'inclusion de la CSPAAT « pourrait faire en sorte d'améliorer la responsabilisation et la transparence du gouvernement ».

La dette non provisionnée de la CSPAAT – l'écart entre ses actifs et ses obligations – s'élève actuellement à 11,5 milliards de dollars. Si l'on incluait ce montant dans les états financiers de la province, le déficit accumulé déclaré de l'Ontario serait plus élevé dans une proportion supérieure à 10 %. La CSPAAT ne figure pas dans les résultats financiers de la province parce qu'elle est considérée comme une fiducie sous administration.

Cependant, compte tenu de la taille de la dette non provisionnée, M. McCarter a envisagé l'hypothèse selon laquelle le gouvernement exploitait une société d'assurance par l'entremise de la CSPAAT, plutôt qu'une société de fiducie. Selon le vérificateur, l'exclusion de la CSPAAT des résultats financiers de la province peut également donner à penser que les difficultés financières de l'organisme ne concernent pas le gouvernement.

Dans le chapitre sur les Comptes publics de la province, le vérificateur général a également constaté que les municipalités n'avaient pas dépensé la majeure partie des subventions d'infrastructure de 1,1 milliard de dollars qui leur ont été accordées en 2007-2008, et qu'une partie importante des fonds a servi à rembourser la dette existante des municipalités plutôt qu'à financer de nouveaux projets. En fait, la vérification qu'a faite M. McCarter des Comptes publics de 2008-2009 a révélé que seulement 2 des 25 municipalités ontariennes avaient dépensé la totalité de leurs subventions, pour un total de 22 millions de dollars, et que 15 municipalités n'avaient pas du tout utilisé les quelque 330 millions de dollars reçus (les subventions aux municipalités représentaient 70 % du financement total). Cela pourrait indiquer que les dépenses prévues par le gouvernement en vue de stimuler l'économie ne produisent pas l'effet de stimulation immédiat souhaité.

Par ailleurs, le vérificateur présente un examen plus détaillé de la dette non provisionnée de la CSPAAT au chapitre 3 de son Rapport.

-30-

Renseignements :

Jim McCarter
Vérificateur général
(416) 327-1326

Andréa Vanasse/Joel Ruimy
Communications
(416) 327-2336